d'un Gouvernement étranger, ainsi que la durée probable des séjours effectués sous le régime de ces invitations.

Le montant des avances éventuellement autorisées au titre de l'article 7 du décret n° 60-120 sera calculé compte tenu des défalcatons à opérer au titre de l'article 1^{er} du présent décret.

ART. 4. — L'article 6 du décret n° 60-120 est ainsi modifié :

« Tous les ordres de mission devront recevoir, avant exécution, le visa de la direction du cabinet de la Présidence de la République, ainsi que celui du Ministre des finances ou de son représentant, et faire référence à une fiche d'autorisation de dépense ».

ART 5. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 22 juillet 1961.

S. E. OLYMPIO.

Par le Président de la République :

Le Ministre des affaires étrangères,

P. FREITAS.

Pour le Ministre des finances et des affaires économiques absent :

P. FREITAS.

DECRET N° 61-65 du 22 juillet 1961 fixant les conditions de perception de la taxe proportionnelle sur les phosphates de chaux et les conditions de circulation de ces produits.

Le Président de la République,

Vu le décret du 26 octobre 1927 règlementant la recherche et l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo;

Vu le décret du 28 juillet 1938 portant modification du décret du 26 octobre 1927 susvisé;

Vu l'arrêté n° 205 du 23 mars 1953 mettant en réserve certaines substances de première et de la troisième catégorie dont les phosphates;

Vu le décret n° 56-5 du 16 novembre 1956 autorisant la construction et l'exploitation d'installations portuaires provisoires;

Vu le décret n° 56-6 du 16 novembre 1956 fixant les conditions d'occupation temporaire par la Société Minière du Bénin d'une partie du domaine public;

Vu les décrets n° 57-46 à 57-60 du 5 avril 1957, n° 59-29 à 59-40 du 23 février 1959, n° 60-112 et 60-113 du 6 décembre 1960, accordant dix-neuf concessions minières à la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin (anciennement Société Minière du Bénin);

Vu le décret n° 57-98 du 30 août 1957 fixant forfaitairement pour chaque exercice la valeur des produits extraits des concessions minières pour l'exploitation des phosphates de chaux;

Vu la loi n° 57-35 du 11 septembre 1957 modifiant certains textes en matière fiscale;

Vu la loi n° 57-36 du 11 septembre 1957 relative au régime fiscal particulier des Sociétés agréées;

Vu le décret n° 57-99 du 12 septembre 1957 agréant la Société Minière du Bénin au bénéfice du régime fiscal particulier des entreprises agréées;

Vu le décret n° 57-116 du 17 septembre 1957 approuvant la convention aux fins de mise en valeur économique du gisement de phosphates de chaux du Togo;

Vu le rapport du Directeur des Mines et de la Géologie;

Sur la proposition du Ministre des Travaux Publics, Mines, Transports, des Postes et Télécommunications;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La taxe proportionnelle sur les phosphates de chaux est perçue semestriellement. Elle est calculée d'après la déclaration faite semestriellement par l'exploitant conformément à l'article 2 du décret n° 57-98 du 30 août 1957.

ART. 2. — La taxe proportionnelle est liquidée par le trésorier payeur au vu d'un état fourni en double expédition par le directeur des mines.

Elle est acquittée à la diligence du trésorier payeur entre ses mains au plus tard dans le second mois suivant la notification à l'entreprise par la direction des mines du montant de la taxe à acquitter.

Passé ce délai, le trésorier payeur fera connaître à la direction des mines la situation de l'entreprise vis-à-vis du trésor pour l'application le cas échéant des dispositions de l'article 55 du décret minier du 26 octobre 1927.

ART. 3. — Chaque lot de phosphate marchand, vendu sur place ou exporté fera l'objet d'une fiche de renseignements remplie par le concessionnaire : du modèle A (figurant en annexe) pour le phosphate vendu sur place; et du modèle B (figurant en annexe) pour le phosphate exporté.

A cet effet, le concessionnaire tiendra deux carnets distincts avec duplicata ou triplicata.

Le carnet A concernant les ventes sur place avec fiches du modèle A. L'original de la fiche sera adressé à la direction des mines et le duplicata conservé en souche par le concessionnaire.

Le carnet B concernant les lots exportés avec fiches du modèle B. L'original sera adressé à la direction des mines après visa par le bureau des douanes.

nes; le duplicata sera conservé par le service des douanes; le triplicata sera conservé en souche par le concessionnaire.

ART. 4. — Le Ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications et le Ministre des finances et des affaires économiques sont chargés en ce qui les concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 22 juillet 1961

S. E. OLYMPIO.

Par le Président de la République :

Le Ministre des travaux publics, mines, transport, des postes et télécommunications,

P. AMEGEE.

Pour le Ministre des finances et des affaires économiques absent :

S. E. OLYMPIO.

Annexe au décret n° 61-65 du 22 juillet 1961
(Modèles des fiches de renseignements A et B).

**COMPAGNIE TOGOLAISE
DES MINES DU BENIN**

Annexe modèle A

N° _____/VT

B. P. n° 362
LOME (TOGO)

CERTIFICAT DE VENTE AU TOGO

(Décret n° 61-65 du 22 juillet 1961)

- Nature du minerai :
 - Quantité :
 - Lieu d'extraction — Concession n°
 - Titulaire :
 - Vendu au Togo le :
 - à :
 - Domicile :
 - Valeur carreau laverie (au stock marchand) :
 - Référence au registre extraction — Vente ≡
- Expédition :

Certifié exact et sincère

A

le

Le Directeur de l'exploitation,

N. B. Original envoyé à la Direction des Mines — B. P. 356
Lomé (Togo). Duplicata conservé par la C. T. M. B.

**COMPAGNIE TOGOLAISE
DES MINES DU BENIN**

Annexe modèle B

N° _____/VE

B P n° 362
LOME (TOGO)

CERTIFICAT D'EXPORTATION

(Décret n° 61-65 du 22 juillet 1961)

- Nature du minerai :
 - Quantité :
 - Lieu d'extraction — Concession n°
 - Titulaire :
 - Exporté le (1) :
 - à :
 - Domicile (Pays) :
 - Valeur FOB :
 - Valeur carreau mine :
 - Référence au registre Extraction — Vente ≡
- Expédition :

Certifié exact et sincère

A

le

Le Directeur de l'exploitation,

(1) Certifié l'exportation faite : Déclaration n° _____ du
sur S/S

A

le

X

Le Chef du bureau des douanes,

N. B. Original envoyé à la Direction des Mines B. P. 356 —
Lomé (Togo). Duplicata envoyé au Bureau des Douanes.
Triplicata conservé par la C. T. M. B.